

CHAPITRE XIV

ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE LE MARÉCHAL BAZAINE

Du 1^{er} Novembre au 31 Décembre

Projet de renvoi en France d'une partie des troupes françaises. — Vive émotion à Mexico. — Recriminations injustifiées contre le Maréchal. — Combat malheureux de Culiacan, côte du Pacifique. — Illusions de Maximilien. — Situation religieuse. — Démarches de Maximilien auprès du Pape. — Marquez et Miramon exilés en Europe. — Le Pape envoie un nonce porteur d'une lettre extraordinaire. — Conflit entre l'Empereur et le Nonce. — Rupture avec le Saint-Siège. — Fureur du clergé mexicain contre le Maréchal. — Contre-coup dans l'armée française. — L'esprit critique envahit les grands chefs. — Situation financière inquiétante. — Instructions françaises relatives aux dépenses. — Situation difficile du Maréchal. — Maximilien fait échec à toutes les entreprises : banque nationale ; mines de la Sonora ; Entreprise de M. Gwin. — Percement d'un canal interocéanique au Mexique. — Parallèle entre Tehuantepec et Panama.

Nous étions au 1^{er} novembre et Maximilien se décidait enfin à faire acte de gouvernement ! Il était temps. Jusqu'alors, il n'avait pas fait grand'chose, si ce n'est de paralyser l'impulsion donnée avant son arrivée.

Son premier acte était peut-être nécessaire, mais il l'accomplit avec maladresse. Ayant sans doute sur le cœur les deux ou trois alertes qui troublèrent la quiétude de son voyage dans l'intérieur, il donna à son ministre d'Etat des ordres impérieux pour détruire les dernières traces de guerrillas, et à ses préfets politiques il envoya des instructions sévères pour garantir le pays contre les méfaits de ces bandits : « Mes devoirs, disait-il, m'obligent à protéger le

peuple avec *un bras de fer*. » Pauvre prince ! que d'illusions ! Heureusement pour lui qu'il avait toujours le bras de l'intervention française qui, du reste, quelques jours après, montrait encore sa puissance. En effet, sur les confins de notre zone d'occupation, au Nord et au Sud-Ouest, deux violents et brillants combats étaient livrés par nos troupes à deux généraux fameux de Juarez dont les forces, nombreuses encore, étaient mises en déroute. Voilà le bras de fer ! Malheureusement on n'en forgera pas d'autre au Mexique.

Du reste, la longueur et la portée de ce bras allaient singulièrement diminuer, car le moment approchait où la France allait commencer à rappeler son armée d'occupation, conformément aux dispositions arrêtées entre l'Empereur Napoléon III et Maximilien lui-même.

Le Maréchal, pressé par son ministre de la Guerre et par son souverain, avait décidé de renvoyer en France, à la fin de l'année, une partie des troupes arrivées les premières et qui avaient constitué le premier corps expéditionnaire, c'est-à-dire le 99^e, le 2^e zouaves et le 1^{er} bataillon de chasseurs. Il résolut aussi de renvoyer la batterie d'artillerie de la garde qui était venue avec lui. La nouvelle de ces départs causa une très vive émotion dans la population, surtout dans le gouvernement. Aux observations, aux supplications même qui lui arrivaient de tous côtés, le Maréchal répondait que cette diminution des troupes françaises serait compensée par l'arrivée des légions belge et autrichienne. Mais on ne se faisait aucune illusion sur la différence qui devait exister entre les troupes entraînées et vaillantes qu'on allait perdre et celles de formation nouvelle dont les qualités morales et guerrières étaient encore inconnues. Sans froisser les susceptibilités belges et autrichiennes, on avait tous les droits d'avoir une confiance plus grande dans les troupes qui avaient combattu vaillamment, toujours et presque sans cesse victorieusement, d'autant plus qu'elles avaient sur leurs adversaires mexicains un ascendant moral considérable.

Du reste, le maréchal Bazaine n'était pas le maître de décider en une matière aussi grave ; il était tenu de se conformer aux ordres formels que lui adressait son Gouvernement qui n'avait, de son côté, aucune raison plausible de ne pas se conformer aux conventions arrêtées lors de l'acceptation de Maximilien du trône du Mexique. En outre, en raison des derniers succès remportés par nos troupes, on était en droit, à Paris, de penser que l'anéantissement des derniers et sérieux éléments de résistance des forces militaires de Juarez était un fait à peu près accompli et qu'on pouvait compter que l'établissement du gouvernement de Maximilien était effectif et réel. Cela eût été vrai si l'ère des fautes n'avait pas dû commencer dans la ligne de conduite politique du nouvel Empereur.

Ce fut à tort que, dès cette époque, on reprocha au maréchal Bazaine d'avoir retiré son concours à Maximilien. Ce qui fut plus grave et plus blâmable, c'est que Maximilien lui-même et principalement l'Impératrice Charlotte lui en firent le reproche. En effet, la souveraine, plus énergique et surtout plus clairvoyante que son époux, comprenait mieux la situation, quand elle écrivait, à la fin de cette année 1864, qu'il fallait des troupes, et plus encore qu'il n'y en avait, et que c'était des troupes françaises, car elle n'avait, au fond, confiance que dans celles-là. Elle a formulé ce sentiment sans détours et brutalement. Mais, d'autre part, elle a eu le tort de blâmer le Maréchal de n'avoir pas écrit en France qu'il était impossible de renvoyer des troupes.

D'abord, elle se trompait, car le Maréchal, dans tous ses rapports, exposait avec une grande sincérité et une très juste appréciation la situation véritable. Il lui était difficile de dire à son souverain de laisser encore des troupes, quand chaque courrier lui apportait des ordres formels pour renvoyer ce qui était convenu. Et, du reste, ces sentiments exprimés étaient contredits eux-mêmes par les actes de l'Empereur Maximilien qui débutait dans son gouvernement effectif par des mesures montrant que le pays était pacifié, qu'il

était dans sa main et qu'il pouvait gouverner comme dans un vieil Etat européen. Maximilien était l'homme des contradictions; il manquait surtout de clairvoyance et bientôt, en effet, retentit dans le lointain des régions du Nord, un mauvais son de cloche.

Vers la fin de novembre, à 300 lieues de Mexico, sur la côte du Pacifique que gardait notre flotte, se trouvait à Altata, non loin de la Sonora, la corvette à vapeur *Lucifer*, ayant à bord une petite troupe de tirailleurs algériens. Dans ce petit port se trouvait un détachement de 400 Mexicains impérialistes qui, menacés par des troupes juaristes occupant, à dix lieues de là, la petite ville de Culiacan, décida de l'attaquer et demanda l'appui des Français. Le capitaine de frégate, commandant le *Lucifer*, débarqua avec une compagnie de turcos et deux obusiers pour soutenir cette opération. Mais l'ennemi était en forces considérables; les 400 Mexicains de l'Empereur lâchèrent pied et s'enfuirent. Après une lutte acharnée de deux heures, le commandant Gasielle, cerné, fut obligé de se rendre avec les survivants de son petit détachement. Ce douloureux incident de guerre affecta profondément le Maréchal et fut très vivement ressenti dans tout le corps expéditionnaire, mais il ne parut pas impressionner l'esprit de l'Empereur du Mexique comme il convenait. Il prouvait combien pouvait être aléatoire la confiance qu'il était possible d'accorder, en général, à toutes les troupes de la nouvelle armée impériale et justifiait dans une certaine mesure la pensée qu'exprimait l'Impératrice Charlotte : « Dans la tempête, il n'y a que les pantalons rouges ! »

Du reste, on se demandait à quoi avait bien pu servir le voyage que venait de faire l'Empereur? Ce malheureux prince n'avait entendu que les acclamations des Indiens et il se figurait qu'il allait régner comme en Europe. Il est vrai qu'il pensait à tout et qu'il voulait tout faire à la fois. Pierre-le-Grand, créant la Russie, n'avait pas plus de préoccupations que lui. Le résultat le plus positif de son activité

gouvernementale en paroles et sur le papier, c'est qu'il créait des légions de fonctionnaires essentiellement budgétivores et que, déjà, on voyait apparaître le fond du sac où il avait placé les deux cents et quelques millions de l'emprunt contracté six mois auparavant.

Cependant la question religieuse se dressait toujours menaçante devant lui et, au moment de l'aborder, il put mesurer la grandeur de la faute qu'il avait commise en ne la réglant pas, au moins dans ses principes essentiels, avec le pape qu'il alla voir, rien que pour recevoir sa bénédiction. C'était bien, mais insuffisant dans la circonstance.

J'ai montré précédemment qu'arrivé au Mexique avec des sentiments entièrement favorables au clergé, sous l'inspiration des cléricaux de marque, qui l'avaient circonvenu dès le début, il dût modifier sérieusement ses idées, grâce aux représentations qui lui furent faites par le maréchal Bazaine, le régent Almonte et même l'Empereur Napoléon. Dans la situation nouvelle où il aurait dû se placer, il se trouva fort embarrassé pour trancher brutalement la question, faire taire les protestations acerbes et violentes des membres du clergé, surtout des évêques, et arrêter les menées hostiles ourdies dans l'ombre. Il crut trouver un moyen de conciliation pour désarmer les résistances.

N'ayant plus le Pape pour le catéchiser et convertir, en quelque sorte, son ostracisme aux nécessités impérieuses de la situation, il imagina de demander à Sa Sainteté de lui envoyer le *Missus dominicus* qui lui avait été promis et avec lequel il pourrait discuter les mesures conciliatrices qui devraient être adoptées, en consacrant les faits accomplis, mais en donnant quelques satisfactions encore possibles au clergé et aux corporations dispersées pour la plupart et légalement dépouillées de leurs biens.

Il faut reconnaître qu'en agissant ainsi, Maximilien avait quelques raisons d'espérer que le Pape, qui, depuis longtemps, connaissait les engagements contractés par le manifeste du général Forey, chef de l'intervention, approuvé par

l'Empereur Napoléon, comprendrait qu'il n'était pas possible de revenir sur le passé et qu'acceptant les quelques compensations qu'on pouvait encore accorder au clergé, il consentirait à se mettre d'accord avec l'Empire pour établir un *modus vivendi* que tout le monde au Mexique pourrait raisonnablement accepter. Mais il importait, d'autre part, de tenir compte de l'effet produit sur l'esprit du Saint-Père par l'examen de la folle protestation que les évêques avaient adressée au régent Almonte, avec des allures de guerre acharnée, réclamant impérieusement la restitution absolue de tout ce qu'on avait pris et demandant au Pape de rétablir l'ancienne situation du clergé, ainsi que les congrégations. Cette protestation lui fut portée par une députation de plusieurs évêques au tempérament intransigeant et combatif.

Dans ces conditions, le Pape fut troublé et indécis, ne sachant en réalité à quel saint se vouer. Il ne se décida pas à envoyer le nonce promis, espérant peut-être qu'avec le temps, les passions s'apaiseraient. Il se trompait, car, quelques jours après, Maximilien, dégagé de l'étreinte cléricale, se décida à prendre un ministère libéral. Le chef de ce cabinet écrivit au ministre du Mexique à Rome pour lui ordonner, en termes catégoriques, de signifier au cardinal Antonelli que, si le nonce du Pape n'était pas immédiatement envoyé à Mexico, muni des *pleins pouvoirs* pour régler définitivement les affaires ecclésiastiques, l'Empereur agirait de son plein gré et prendrait toutes les mesures que commandait la situation. Cet ultimatum partait à la fin de juillet.

Cette nouvelle orientation de la politique religieuse mécontenta gravement le clergé et les cléricaux intransigeants, qui devinrent même menaçants. Maximilien, sur les conseils du maréchal Bazaine, eut un éclair d'énergie. En tête de ce parti cléricale se trouvaient deux personnalités très importantes, très influentes, qui pouvaient, à un moment donné, devenir dangereuses. L'une était Marquez, le général qui avait commandé, dès le début, les troupes mexicaines du parti qui nous avait appelé. J'ai déjà fait son portrait.

C'était un homme sans scrupule avec lequel il convenait de compter et dont il fallait se méfier. Le Gouvernement le chargea d'aller à Constantinople, en pays musulman, pour y représenter l'Empereur auprès du Sultan, avec mission spéciale à remplir à Jérusalem, sans doute pour méditer sur le Saint Sépulcre et s'inspirer des sentiments généreux et tolérants prêchés par le Christ !

L'autre était le général Miramon, qui avait été tout, même président de la République, et qui, bien que sous d'autres caractéristiques, était lui aussi un homme fort dangereux. Il fut envoyé auprès du Roi de Prusse, à Berlin, pays protestant.

Ces deux conspirateurs de vocation trouvèrent la plaisanterie mauvaise; mais, malgré leur mauvaise humeur et leurs protestations, il leur fallut partir quand même, en emportant la pensée du retour qui devait être, du reste, pour eux et pour leur cause le plus grand des malheurs.

Enfin, le Pape impressionné par l'attitude résolue de ce prince qu'il avait vu à genoux, recevant la bénédiction pontificale, se décida à envoyer l'ambassadeur réclamé si énergiquement; mais il y mit le temps. Ce n'est que le 7 décembre de la même année qu'arriva à Mexico Mgr l'archevêque Meglia. Ce prélat, qu'on espérait porteur de la bonne parole, fut reçu, le 10, avec une déférente solennité par l'Empereur Maximilien, auquel il remit une lettre du Saint-Père. Je la reproduis *in extenso* comme elle le fut alors par tous les organes de publicité. Elle est sans doute un peu longue mais elle répand une lumière éclatante sur l'esprit qui animait la cour de Rome et explique les luttes sourdes qu'elle engendra et qui furent un des facteurs de la décomposition morale et politique de l'Empire de Maximilien, devant conduire ce malheureux prince jusqu'au poteau de Queretaro.

Cette lettre pontificale est un monument d'un autre âge, qu'on est douloureusement surpris de voir signé par le pape Pie IX, un des papes les plus vénérables et les plus vénérés.

La faute et les conséquences terribles qu'elle produisit doivent être imputées aux évêques du Mexique, prélats fanatiques, que je me sens impuissant à qualifier avec la sévérité qu'ils méritent.

« SIRE. — Quand au mois d'avril dernier, avant de prendre les rênes du nouvel Empire du Mexique, Votre Majesté voulut se rendre dans notre capitale, pour vénérer le tombeau des saints Apôtres et recevoir la bénédiction apostolique, nous lui fîmes part de la profonde douleur qui remplissait notre âme à la vue du lamentable état où les bouleversements sociaux de ces dernières années avaient réduit tout ce qui touche à la religion, chez la nation mexicaine. Dès avant cette époque et plus d'une fois, nous avons élevé là-dessus des plaintes, dans des actes publics et solennels, protestant contre la loi inique appelée de Réforme, qui renversait les droits les plus inviolables de l'Eglise et outrageait l'autorité de ses pasteurs; contre l'usurpation des biens ecclésiastiques et la dilapidation du patrimoine sacré; contre l'injuste suppression des ordres religieux; contre les fausses maximes qui blessaient directement la sainteté de la religion catholique; enfin, contre beaucoup d'autres attentats commis non seulement au préjudice des personnes sacrées, mais encore à celui du ministère pastoral et de la discipline de l'Eglise.

« Aussi Votre Majesté a-t-elle dû facilement comprendre combien nous avons été heureux de voir, grâce à l'établissement du nouvel Empire, poindre l'aurore de jours pacifiques et prospères pour l'Eglise du Mexique. Cette joie a grandi quand nous vîmes appelé à cette couronne un Prince de famille catholique et qui avait donné tant de preuves de sa religieuse piété. Aussi vive fut l'allégresse des dignes évêques mexicains qui, quittant la capitale de la chrétienté, où ils ont laissé tant d'exemples de leur abnégation et de leur filial dévouement envers notre personne, eurent le bonheur d'être les premiers à offrir leur hommage sincère au souverain élu de leur patrie, et de recevoir de sa propre bouche les assurances les plus flatteuses de la résolution énergique où il était de réparer les torts faits à l'Eglise et de réorganiser les éléments bouleversés de l'administration civile et religieuse. La nation mexicaine, elle aussi, salua avec une joie indicible l'avènement au trône de Votre Majesté, appelée par le désir unanime d'un peuple qui jusqu'alors avait été contraint de gémir sous le joug d'un gouvernement anar-

chique et de pleurer sur les ruines et les désastres de la religion catholique, sa première gloire en son temps et le fondement de sa prospérité.

« Sous ces heureux auspices, nous attendions de jour en jour les premiers actes du nouvel Empire, persuadé qu'on donnerait à l'Eglise, outragée avec tant d'impiété par la révolution, une prompte et juste réparation, soit en révoquant les lois qui l'avaient réduite à un état d'oppression et de servitude, soit en en promulguant d'autres propres à suspendre les effets désastreux d'une administration impie. Déçu jusqu'à présent dans nos espérances (la cause en est due peut-être aux difficultés qui se rencontrent lorsqu'il s'agit de réorganiser une société depuis longtemps bouleversée), nous ne pouvons nous empêcher de nous adresser à Votre Majesté et d'en appeler à la droiture de ses intentions, à l'esprit catholique dont elle a donné des preuves éclatantes en d'autres occasions, aux promesses qu'elle nous a faites de protéger l'Eglise, et nous avons la confiance que cet appel, pénétrant jusqu'en son noble cœur, produira les fruits que nous attendons de Votre Majesté. Elle voit bien que si l'Eglise est toujours entravée dans l'exercice de ses droits sacrés, si l'on ne révoque pas les lois qui l'empêchent d'acquiescer et de posséder, si l'on continue à détruire les églises et les couvents, si de la main des acquéreurs on accepte le prix des biens de l'Eglise, si on donne une autre destination aux édifices sacrés, si on ne permet point aux religieux de reprendre leur habit et de vivre en communauté, si les religieuses sont contraintes de mendier leurs aliments et de vivre dans des réduits pauvres et malsains, si l'on permet aux journaux d'insulter impunément les pasteurs, d'attaquer la doctrine de l'Eglise catholique, le scandale pour les fidèles et le dommage pour la religion resteront les mêmes et peut-être deviendront plus grands encore.

« Ah ! Sire, au nom de cette foi et de cette piété qui sont l'ornement de votre auguste famille, au nom de cette Eglise dont Jésus-Christ, malgré notre indignité, nous a constitué le chef suprême et le pasteur, au nom du Dieu tout puissant qui vous a choisi pour gouverner cette nation catholique dans le seul but d'en guérir les plaies et de remettre en honneur la très sainte religion, nous vous en conjurons, mettez la main à l'œuvre, laissez de côté toute considération humaine, et guidé par une prudence éclairée et par le sentiment chrétien, essuyez les larmes d'une partie si intéressante de la